

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Covid-19 : pour une "trêve sociale" provisoire

METTRE un terme aux mouvements d'humeur pour combattre le Covid-19. Telle est la demande récemment formulée par le Premier ministre Julien Nkoghe Bekale, aux partenaires sociaux.



Photo: DR

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Le Premier ministre Julien Nkoghe Bekale, a prôné l'esprit de patriotisme face aux syndicats.

Le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, a de nouveau appelé à faire bloc contre le Covid-19, dernièrement lors d'une rencontre avec les représentants de plusieurs syndicats. Ainsi, l'Union des personnels de santé et Assimilés (UPSA), le Syndicat autonome des personnels des Affaires sociales (SAPAS), le Syndicat national des travailleurs du secteur social (SYNATRASS), et le Syndicat national de l'urbanisme du logement et du foncier (SNULF) ont pris part à ladite rencontre tenue à la Primature.

Comme il l'avait fait auparavant à l'endroit de la classe politique, le patron de l'administration a demandé aux partenaires sociaux de taire les querelles et les ego. Plus précisément, le chef du gouvernement sollicite la

En guise de réponse, les partenaires sociaux ont déclaré s'en remettre d'abord à la base.

ghe Bekale à ses interlocuteurs. Objectif: faire baisser la tension sociale. Profitant de cette rencontre, le Premier ministre a pris

suspension momentanée des mouvements d'humeur et autres grèves. Une sollicitation faisant suite à la détection d'un patient atteint de coronavirus, autrement appelé Covid-19. Faire montre de "sursaut national et patriotique", tel est l'appel lancé par Julien Nko-

ghe Bekale à ses interlocuteurs. Objectif: faire baisser la tension sociale. Profitant de cette rencontre, le Premier ministre a pris

connaissance de la pomme de discorde qui explique en partie la nouvelle poussée de fièvre sur le front social, à savoir le paiement de la Prime d'incitation à la performance (PIP) du deuxième trimestre 2015. Avant de promettre d'inscrire ladite revendication au titre de la dette sociale afin de résoudre définitivement ce problème.

En guise de réponse, les partenaires sociaux ont déclaré s'en remettre d'abord à la base. Pour sa part, Pierre Mintsas président du SAPAS a annoncé la suspension du mouvement d'humeur par son syndicat, arguant que celui-ci est actuellement en négociation avec le ministre de l'Économie et des Finances, Jean-Marie Ogandaga, également présent à la rencontre.

REP: un bilan d'étape

C'EST l'objet du point de presse récemment donné par le président du Rassemblement espoir pour le peuple (REP).

E. L.
Libreville/Gabon

Le président du Rassemblement espoir pour le peuple (REP), Aimé Régis Renombo, a récemment fait le parcours de son mouvement politique. À la faveur d'une rencontre avec la presse organisée dans le 4^e arrondissement de la commune de Libreville.

On retiendra de son propos que depuis sa création en 2017, le REP a fait son petit bout de chemin, sans grand bruit. Le principal objectif visé par toutes les initiatives prises et autres actions menées sur le terrain jusqu'à présent, est de tisser petit à petit sa toile en vue d'implanter le mouvement dans un maximum de provinces du Gabon. En termes d'occupation de terrain, le REP est désormais présent dans deux provinces. À savoir l'Estuaire et l'Ogooué-Maritime. Plus précisément à Libreville, Owendo, Akanda, Ntoum, Nkoltang, et Port-Gentil.

Dans le cadre des actions menées, Aimé Régis Renombo, un natif du 4^e arrondissement de la capitale gabonaise, a souligné que le REP a déjà organisé des arbres de Noël en faveur des plus démunis dans sa circonscription politico-administrative. Tout comme des aides multiformes; etc.

Par ailleurs, le président du REP qui avait du reste pris part aux élections législatives d'octobre 2018, n'a pas manqué de révéler la position politique de son mouvement qu'il dit du reste très proche des populations, militantes ou pas. Il a déclaré que le REP doit être considéré comme un parti proche de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence. "Parce que soutenant le coordonnateur général des Affaires présidentielles, Nouredin Bongo Valentin", a précisé M. Renombo.



Photo: DR

Le président du Rassemblement espoir pour le peuple, Aimé Régis Renombo, s'adressant à la presse.

Miroir du gouvernement

Détermination salutaire, mais...

DÉSORMAIS, tout le monde le sait. Le coronavirus encore appelé Covid-19 est dans nos murs. À ce jour, le Gabon connaît un seul cas. Un chiffre peut-être pas alarmant au regard des cas confirmés et décès enregistrés dans d'autres pays du monde comme en Asie et en Europe. Il n'empêche que des mesures ont été prises pour lutter contre cette pandémie.

C'est dans cette perspective que le gouvernement gabonais, depuis l'apparition de ce virus, a initié un certain nombre de mesures préventives. Après le dispositif mis en place à l'aéroport international Léon-

Mba de Libreville, les centres retenus pour l'isolement et les prises en charge, etc., les autorités viennent de corser les choses en prenant des mesures plus "drastiques" aux yeux de nombre de Gabonais.

Aujourd'hui, il est question, entre autres, d'éviter les regroupements de plus de 30 personnes et autres manifestations publiques, la fermeture des établissements scolaires, des bars et boîtes de nuit, etc. Ces différentes dispositions qui viennent de s'ajouter sont des initiatives à louer, ce d'autant que, au regard de ce qui est fait, il est clair que la question du Covid-19 est

une préoccupation majeure qui, à l'instar du monde entier, inquiète plus d'un. À juste titre.

Toutefois, il reste que, parmi ces mesures, il y en a qui auront nécessairement des répercussions sur le pouvoir d'achat de plusieurs compatriotes. La fermeture des débits de boissons et autres boîtes de nuit par exemple. Tout comme, dans une certaine mesure, celle des écoles privées. Il est certes vrai que le Covid-19 devient un réel problème de santé publique. Comme on aime à le dire, "la santé n'a pas de prix". Cependant, au regard de ce qui précède,

nombreux sont ceux qui s'interrogent sur les dispositions prévues par les autorités pour pallier le manque à gagner provoqué par lesdites mesures.

Les autorités sont donc ici interpellées. Histoire de leur demander de réfléchir sur les mesures d'accompagnement en faveur des compatriotes touchés par ces mesures, quoique salutaires.

Martina ADA METOULE